

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
12 novembre 2015
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 4^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 13 octobre 2015, à 10 heures

Président : M. Bhattarai (Népal)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2016-2017 (*suite*)

Point 142 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle
interne

Point 132 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-17698 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (suite)

(A/70/6 (Introduction), A/70/6 (Sect. 1), A/70/6 (Sect. 2), A/70/6 (Sect. 2)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 3), A/70/6 (Sect. 3)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 4), A/70/6 (Sect. 5), A/70/6 (Sect. 6), A/70/6 (Sect. 7), A/70/6 (Sect. 8), A/70/6 (Sect. 8)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 9), A/70/6 (Sect. 10), A/70/6 (Sect. 11), A/70/6 (Sect. 12), A/70/6 (Sect. 13), A/70/6 (Sect. 14), A/70/6 (Sect. 14)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 15), A/70/6 (Sect. 16), A/70/6 (Sect. 17), A/70/6 (Sect. 17)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 18), A/70/6 (Sect. 18)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 19), A/70/6 (Sect. 20), A/70/6 (Sect. 21), A/70/6 (Sect. 22), A/70/6 (Sect. 23), A/70/6 (Sect. 24), A/70/6 (Sect. 24)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 25), A/70/6 (Sect. 26), A/70/6 (Sect. 27), A/70/6 (Sect. 28), A/70/6 (Sect. 28)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 28)/Corr.2, A/70/6 (Sect. 29), A/70/6 (Sect. 29A), A/70/6 (Sect. 29A)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 29B), A/70/6 (Sect. 29C), A/70/6 (Sect. 29C)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 29D), A/70/6 (Sect. 29E), A/70/6 (Sect. 29F), A/70/6 (Sect. 29F)/Corr.1, A/70/6 (Sect. 29G), A/70/6 (Sect. 29H), A/70/6 (Sect. 30), A/70/6 (Sect. 31), A/70/6 (Sect. 32), A/70/6 (Sect. 33), A/70/6 (Sect. 34), A/70/6 (Sect. 35), A/70/6 (Sect. 36), A/70/6 (Income Sect. 1), A/70/6 (Income Sect. 2), A/70/6 (Income Sect. 3), A/70/7, A/70/16 (chap. II, Sect. A), A/70/80 (chap. I), A/70/86, A/70/97, A/70/280 et A/70/280/Add.1)

1. **M. Ko Jae Sin** (République de Corée) dit que les États Membres ont continué de faire face à des contraintes financières en raison d'une situation économique mondiale toujours difficile, ce qui a obligé l'ONU à appliquer une discipline budgétaire rigoureuse, qui l'a amenée à exécuter ses mandats de la façon la plus efficace et la plus efficiente possible. Sa délégation salue les efforts que le Secrétaire général a déployés pour en faire plus avec moins.

2. Pour l'exercice biennal 2016-2017, le Secrétaire général a proposé un budget de 5,57 milliards de dollars avant actualisation des coûts, soit un montant légèrement supérieur à celui de l'esquisse budgétaire. M. Ko Jae Sin félicite le Secrétaire général de rechercher l'efficacité financière malgré l'augmentation du nombre de mandats. Il estime qu'il faut poursuivre les efforts en ce sens, tout en veillant à ce que les mandats soient exécutés dans les délais impartis.

3. Il importe d'établir le budget sur la base d'une hiérarchisation des mandats et des activités, plutôt que par reconduction. L'Assemblée générale a récemment adopté ou s'apprête à adopter d'importantes résolutions, telles que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les initiatives dans le domaine de la paix et de la sécurité et les résolutions du Conseil des droits de l'homme, dont le coût n'est pas pris en compte dans les propositions soumises à la Commission. La délégation de la République de Corée examinera de près leur incidence sur les prévisions budgétaires, compte tenu des principes d'efficacité, d'efficience et de redéfinition des priorités.

4. L'Assemblée générale a souligné qu'il importait de trouver une solution d'ensemble au problème de l'actualisation des coûts et a demandé que les méthodes employées soient améliorées. La délégation de la République de Corée a l'intention de se pencher sur cette question dans le cadre de son examen du deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015 et des prévisions budgétaires pour 2016-2017.

5. Tout en accueillant favorablement la proposition tendant à geler une soixantaine de postes en raison des gains d'efficacité générés par les mesures de réforme administrative, la délégation de la République de Corée estime qu'il faudrait effectuer une étude exhaustive du tableau d'effectifs de l'Organisation dans son ensemble afin de pérenniser ces gains d'efficacité, les dépenses de personnel, qui ne représentent pas moins de 70 % du budget de l'Organisation, étant depuis longtemps la principale cause de l'augmentation du budget.

6. Compte tenu du grand nombre de mandats nouveaux ou élargis, on ne saurait trop insister sur l'importance de l'innovation continue dans les méthodes de travail. La délégation de la République de Corée compte bien que les initiatives de réforme de la gestion entreprises produiront des résultats concrets, et attend avec intérêt l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience opérationnelles et les économies budgétaires qui en découleront.

7. **M. Podlesnykh** (Fédération de Russie) accueille avec satisfaction le montant des estimations préliminaires pour l'exercice biennal 2016-2017, qui s'établit à quelque 5,569 milliards de dollars avant actualisation des coûts au titre de l'inflation et des fluctuations du taux de change, soit un montant légèrement supérieur au montant approuvé par

l'Assemblée générale dans sa résolution relative à l'esquisse budgétaire pour cet exercice. Conformément à la pratique en vigueur, les propositions après actualisation des coûts devront être présentées à la Commission sans tarder. M. Podlesnykh constate que pour la première fois, les calculs tiendront compte des taux de change à terme.

8. La délégation russe examinera de près les demandes de ressources financières et de personnel, notamment celles qui concernent les nouvelles activités. À ce sujet, il souscrit à l'avis du Comité consultatif, selon lequel il serait prématuré d'inclure dans les prévisions budgétaires les dépenses relatives à des mandats qui n'ont pas encore été approuvés par les organismes intergouvernementaux.

9. La proposition de réforme de l'architecture régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme suscite un certain nombre d'interrogations de la part de la délégation russe, qui estime que les décisions qui seront prises devront être fondées sur la nature exacte et les résultats escomptés d'une telle réforme. À ce stade, la réforme proposée manque de transparence et n'est pas justifiée. Avant d'être approuvée, elle doit être examinée non seulement par la Cinquième Commission, mais également par d'autres organes dont le point de vue doit être pris en compte.

10. À cet égard, M. Podlesnykh rappelle les recommandations du Corps commun d'inspection sur la réforme du Haut-Commissariat qui concernent le dispositif de gouvernance, l'amélioration des mécanismes de gestion, l'élaboration d'une politique de gestion du risque et les processus de planification stratégique. Tant que des réponses claires n'auront pas été apportées à ces questions et à toutes les autres questions relatives à la réforme, les propositions resteront incomplètes et leur inscription au budget sera prématurée.

11. Compte tenu de l'augmentation du nombre de mandats et du montant du budget, il importe de faire des économies et d'employer au mieux les ressources existantes. La délégation russe compte examiner de très près la proposition du Secrétaire général visant à réduire les dépenses au titre des services liés aux programmes et à geler provisoirement des postes dans le cadre de la mise en service d'Umoja. Conformément à ses prérogatives en vertu de la Charte des Nations

Unies, c'est l'Assemblée générale qu'il revient de se prononcer sur chaque poste.

12. La délégation russe s'inquiète de la fréquence accrue des demandes de financement au moyen du budget ordinaire d'activités qui devraient, au vu des décisions prises précédemment par l'Assemblée, être financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Du fait des difficultés que connaît l'économie mondiale et de la concurrence croissante pour les ressources, les organisations internationales ont de plus en plus de mal à obtenir des contributions volontaires; l'ONU doit donc faire davantage d'efforts pour mobiliser ces ressources. Toutefois, dans la pratique, certaines activités extrabudgétaires sont financées au moyen du budget ordinaire, ce qui représente une charge supplémentaire. Les critères employés pour ce faire et leur pertinence au regard du cadre stratégique ne sont pas clairs puisque, dans certains cas, le manque de contributions volontaires entraîne la suspension de mandats, alors que, dans d'autres cas, les activités concernées sont inscrites au budget ordinaire. En outre, la Cinquième Commission ne devrait pas examiner ces propositions budgétaires sans prendre en compte les vues des organismes intergouvernementaux responsables du volet politique des mandats en question.

13. **M. Sánchez Azcuy** (Cuba) est d'avis que les fascicules du budget doivent transposer en termes concrets les mandats issus des accords politiques sensibles conclus entre les États Membres. Le montant du budget a une relation directe avec le nombre de mandats approuvés par les États Membres. Les projets de budget ne servent pas simplement à établir les coûts, mais également à garantir que l'Organisation demeure le dépositaire du système de relations internationales auquel aspirent les États Membres.

14. L'approbation des ressources destinées à financer l'exécution des travaux de l'Organisation est le meilleur exemple de la volonté politique des États Membres en faveur de ses activités et de la transposition de leurs discours politiques en actions concrètes. Afin de réaliser l'objectif commun consistant à renforcer l'Organisation, son prestige sur la scène internationale et la confiance qu'elle inspire, son financement doit être stable et fiable. Cette responsabilité est partagée entre les États Membres, compte tenu du principe légitime de la capacité de paiement.

15. La délégation cubaine est préoccupée par le déséquilibre entre les ressources allouées aux grands axes d'action de l'ONU et celles allouées aux différents domaines prioritaires figurant dans l'esquisse budgétaire, ainsi que par l'interprétation que font certains États Membres et le Secrétariat de la résolution relative à celle-ci. L'esquisse budgétaire autorise une certaine marge de manœuvre, mais elle ne permet pas pour autant de procéder à des coupes arbitraires dans le budget. Les décisions relatives à la gestion des postes et aux modifications de l'organigramme du Secrétariat, quel que soit le service concerné, sont la prérogative de l'Assemblée, qui est seule compétente pour réorganiser et hiérarchiser les activités de l'Organisation. Toute proposition doit être assortie d'explications et de justifications complètes et être conforme à la méthodologie existante et aux dispositions réglementaires pertinentes.

16. La délégation cubaine n'est pas en faveur d'une interprétation simpliste des travaux de la Commission, et voit d'un mauvais œil les tentatives persistantes visant à détourner les efforts que la Commission déploie pour renforcer l'Organisation en introduisant des éléments qui s'éloignent des dispositions réglementaires. La Cinquième Commission n'est pas l'instance appropriée pour relancer l'idée d'une révision des mandats; ce type d'initiative doit avoir lieu dans le cadre qui convient et tenir dûment compte de tous les grands axes de l'action de l'Organisation, y compris la sécurité et le désarmement.

17. M. Sánchez Azcuy appelle en outre l'attention sur l'interprétation qui est faite de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et sur l'adoption de décisions par consensus. La résolution indique clairement les éléments devant faire l'objet d'un consensus et prévoit que les accords conclus à cet égard ne doivent pas contrevenir au Règlement intérieur de l'Assemblée.

18. Il est urgent de débattre du financement des missions politiques spéciales et de concevoir un nouveau mécanisme de financement afin d'en réduire les incidences sur le budget ordinaire, en particulier compte tenu de la façon dont sont nées et ont été approuvées ces missions.

19. Les négociations sur le projet de budget pour 2016-2017 doivent respecter intégralement la méthodologie définie, notamment, dans les résolutions 41/213 et 42/211, et être entièrement conformes au Règlement intérieur. La délégation cubaine n'est pas

favorable à ce que les négociations soient limitées à certains formats, ni à certaines catégories de délégations ou de représentants.

20. **M. Takasu** (Secrétaire général adjoint à la gestion), accompagnant son propos d'un diaporama numérique, déclare que le Secrétaire général a tenu compte, pour l'élaboration de ses propositions, des décisions que l'Assemblée générale a prises dans ses résolutions 69/264 sur l'esquisse budgétaire pour 2016-2017, 69/274 sur les questions spéciales relatives au budget-programme de 2014-2015, et 41/213 et 42/211 sur le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.

21. Le montant de l'esquisse initiale proposée par le Secrétaire général pour 2016-2017, soit 5,741 milliards de dollars, a été ramené par l'Assemblée à 5,558 milliards de dollars, comme indiqué dans la résolution 69/264, du fait d'une réduction au titre des missions politiques spéciales et de gains d'efficacité et réductions supplémentaires dans le cadre de l'accord politique conclu au sujet des prévisions budgétaires. L'Assemblée générale a réaffirmé que les propositions budgétaires devraient prévoir des ressources suffisantes pour exécuter intégralement et de manière efficace et efficiente les activités prescrites, et demandé de nouveau au Secrétaire général de proposer dans les futurs projets de budget des mesures qui permettent de compenser les augmentations de budget, chaque fois que possible, grâce à des activités, des services, des fonctions et des structures d'appui plus efficaces, sans compromettre l'exécution des activités et programmes prescrits.

22. La résolution 41/213 de l'Assemblée, qui prévoit que le projet de budget-programme est élaboré sur la base d'une décision de l'Assemblée concernant l'esquisse budgétaire, régit la procédure budgétaire depuis une trentaine d'années. Mis à part les cas où de nouveaux mandats ont été prescrits après l'approbation de l'esquisse, le projet de budget-programme s'est toujours appuyé sur les estimations préliminaires ayant fait l'objet d'un consensus dans le cadre de l'examen de l'esquisse par les États Membres. Si le Secrétaire général avait estimé qu'il n'était pas possible d'exécuter les activités prescrites pour 2016-2017 sans dépasser l'enveloppe budgétaire approuvée par les États Membres, il les en aurait informés. Cela n'a pas été le cas.

23. Le montant du projet de budget-programme, qui s'élève à 5,568 milliards de dollars, est légèrement supérieur au montant de 5,558 milliards de dollars demandé dans la résolution 69/264, mais il permettra l'exécution intégrale de toutes les activités prescrites. L'écart de 10 millions de dollars s'explique par plusieurs facteurs, notamment le report de la décision concernant le budget d'Umoja, initialement prévue en décembre, à la première partie de la reprise de la session.

24. Les dépenses de personnel représentant près des trois quarts du budget, on ne peut opérer d'importantes réductions budgétaires sans couper dans ces dépenses. En pratique, il existe généralement différentes façons d'exécuter les activités prescrites tout en ne dépassant pas le plafond des ressources disponibles; les directeurs de programme ont le devoir de trouver celle qui est la plus économique.

25. Pour 2016-2017, une réduction de 30 millions de dollars correspondant à des gains d'efficacité sera entièrement réalisée au titre de la composante appui aux programmes de chaque chapitre, et principalement du chapitre 29 (Services de gestion et d'appui), comme suit : 17,6 millions au titre des dépenses de personnel, grâce au gel de postes qui sont actuellement vacants ou le deviendront durant l'exercice biennal, et 12,4 millions au titre des dépenses autres que les dépenses de personnel. Une gestion prudente des ressources budgétaires implique de geler plutôt que de supprimer des postes, de façon à pouvoir faire des ajustements en 2018-2019, à mesure que les incidences d'Umoja sur chaque poste se préciseront. Une réduction supplémentaire de 15 millions de dollars sera réalisée grâce la suppression de postes et à un gel des recrutements, ainsi qu'à des économies au titre des voyages du personnel.

26. L'élaboration des propositions de réduction des coûts a été entièrement coordonnée avec les directeurs de programme afin de s'assurer que celles-ci n'auraient pas d'incidences sur l'exécution des mandats. Toutefois, si les organes délibérants décident d'adopter des mandats supplémentaires, il faudra procéder à un nouvel examen de la situation afin de s'assurer que lesdits mandats pourront être réalisés en même temps que les mandats existants. Si tel n'est pas le cas, le Secrétaire général devra présenter un état des incidences sur le budget-programme ou des prévisions révisées en supplément du projet de budget-programme

dont est saisie la Commission, en pleine conformité avec la procédure budgétaire établie.

27. **M. Kisoka** (République-Unie de Tanzanie), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que le Groupe demandera des précisions concernant plusieurs questions. S'agissant du recours à des mesures d'efficacité par le Secrétaire général, il note que peu de temps après la fin des rénovations au titre du plan-cadre d'équipement, qui ont coûté quelque 2,3 milliards de dollars, il a été procédé au démantèlement de plusieurs étages, à raison de 6 millions de dollars par étage. L'examen approfondi que mènera la Groupe tiendra compte des vues des organes de contrôle et du Comité consultatif.

28. **M. Sánchez Azcuy** (Cuba) dit que des réductions arbitraires à hauteur de 45 millions de dollars ont été proposées, et approuvées dans l'intérêt du consensus, mais que malgré les explications données par le Secrétariat, l'origine de ces réductions n'est pas claire. La délégation cubaine note que le montant proposé dans l'esquisse budgétaire est de 5,741 milliards de dollars, que la résolution correspondante fait état de 5,558 milliards, et que les prévisions budgétaires s'élèvent désormais à 5,568 milliards.

29. L'esquisse budgétaire n'est rien de plus qu'une esquisse, et le Secrétaire général n'est pas tenu de soumettre un projet de budget d'un montant égal ou inférieur à celui qui figure dans l'esquisse. C'est aux États Membres qu'il revient d'arrêter le budget. Leurs négociations à ce sujet devraient être guidées par l'objectif consistant à renforcer l'Organisation et ils devraient garder à l'esprit que réduire les dépenses ne doit pas être une fin en soi.

Point 142 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (A/70/318 (Part I), A/70/318 (Part I)/Corr.1 et A/70/318 (Part I)/Add.1)

Point 132 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (A/70/284)

30. **M. Kanja** (Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/318 (Part I), A/70/318 (Part I)/Corr.1 et A/70/318 (Part I)/Add.1, dit qu'au cours de la période considérée, le BSCI a publié 324 rapports de contrôle,

assortis de 1 031 recommandations, dont 109 considérées comme critiques. Le montant des incidences financières des recommandations s'élève à 10,5 millions de dollars.

31. Les recommandations d'audit ont été classées sur la base des cinq composantes intégrées de contrôle interne : environnement de contrôle, évaluation des risques, activités de contrôle, information et communications et suivi. Les données ont été récoltées sur une période de trois ans. Les recommandations concernent pour l'essentiel la composante « activités de contrôle ».

32. Le Bureau a également apporté plusieurs améliorations au sein de ses divisions afin que ses propres ressources soient employées conformément au principe de responsabilité. Il a notamment fait l'acquisition d'un système en ligne de gestion des audits, renforcé ses capacités à effectuer des contrôles de gestion, affiné l'approche d'évaluation des risques lors des contrôles, renforcé le rôle de la section des normes et de l'appui opérationnels, mis en place un nouveau système de gestion des dossiers, conçu un cours de formation normalisé des enquêteurs et mis sur pied une équipe d'enquête sur les fraudes, financée par des fonds extrabudgétaires.

33. En outre, pour mieux axer son action sur les risques stratégiques, le BSCI révisé sa procédure de planification fondée sur les risques afin de mieux tirer parti des résultats des plans de gestion des risques à l'échelle du système des Nations Unies récemment mis au point sous la conduite du Département de la gestion et du Comité de gestion, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion du risque institutionnel.

34. Le BSCI applique le principe de responsabilité en ce qui concerne ses objectifs : s'il veille à ce que les autres programmes appliquent ce principe, le BSCI contrôle également ses propres prestations au moyen d'indicateurs de résultats et rend compte au Secrétaire général et au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et la mise en œuvre du plan de travail.

35. Depuis sa création en 1994, le BSCI s'est sans cesse employé à appuyer le Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions de contrôle, dans l'intérêt d'une Organisation forte et responsable, renforcée par un contrôle interne de classe mondiale.

36. **M. Mihm** (Président du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit), présentant le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA) sur ses activités durant la période du 1^{er} août 2014 au 31 juillet 2015 (A/70/284) dit, à propos du respect des recommandations en matière de contrôle, que leur qualité, ainsi que la régularité du suivi et le taux d'exécution de ces recommandations par l'Administration, sont des éléments clefs de mécanismes de contrôle interne efficaces. Comblar les lacunes de ces mécanismes et améliorer l'exécution des programmes contribueraient à rendre l'Organisation plus responsable, efficace et réactive.

37. M. Mihm se félicite des progrès importants que les opérations de maintien de la paix ont réalisés dans la mise en œuvre des recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Toutefois, il constate que, mis à part les taux enregistrés par les opérations de maintien de la paix et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le taux d'exécution des recommandations du Comité non encore appliquées par le BSCI est en diminution. Cette question appelle à une action concertée, en particulier au vu du volume des activités. Le taux d'application des recommandations du Corps commun d'inspection a pour sa part augmenté dans l'ensemble du système, même s'il est plus faible au Secrétariat.

38. En ce qui concerne le cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne, le Secrétaire général a recensé six risques institutionnels. Il a désigné des responsables chargés de leur gestion et a mis en place un registre des risques et une structure de gouvernance pour les gérer. Parmi les six risques recensés, le CCIQA va en choisir au moins un afin d'évaluer ce qui est fait et ce qui pourrait encore être fait pour les gérer.

39. Les orientations fournies par la Cinquième Commission sont les bienvenues. À cet égard, M. Mihm prend note de la proposition d'axer les activités du CCIQA sur les risques liés à la planification et à la budgétisation stratégiques. Le CCIQA va également fournir des exemples concrets de la façon dont la gestion des risques institutionnels est utilisée pour atteindre de meilleurs résultats. Les risques critiques recensés sont transversaux, interdépendants et requièrent une coordination étroite. L'Administration doit veiller à ce que la gestion du

risque institutionnel soit systématiquement intégrée aux activités.

40. En ce qui concerne l'efficacité et l'incidence des services d'audit fournis par le BSCI, qui se doit d'exercer ses fonctions en toute autonomie afin de garantir la crédibilité et l'objectivité de ses travaux, les parties intéressées doivent impérativement avoir une vision commune de la manière dont fonctionne le BSCI et de l'importante contribution qu'il apporte. Celui-ci doit clarifier les politiques et procédures dans les domaines du conseil, des déclarations publiques et des procédures d'investigation.

41. Pour ce qui est des conseils et des déclarations publiques, la position singulière du Bureau engendre des tensions, car le personnel chargé du contrôle interne est employé par l'Organisation et fait rapport sur les activités de ceux qui la dirigent. À titre d'exemple illustrant cette tension, selon les normes d'audit interne reconnues au niveau international, les services consultatifs font partie intégrante du mandat de l'audit interne, mais ils doivent être bien encadrés de manière qu'ils n'entraient pas l'autonomie des services d'audit interne.

42. Le Bureau ne dispose pas d'instructions et de procédures clairement définies et concertées sur la manière de trouver un juste équilibre entre les conseils à l'administration, d'une part, et la préservation de son autonomie, d'autre part. Le Bureau devrait collaborer avec l'Administration pour élaborer les directives et procédures à appliquer lorsqu'il donne des avis à l'Administration et fait des déclarations qui concernent des situations susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'une investigation. Ces directives devraient contenir des arguments justifiant la fourniture de tels services par le BSCI, une description des services qu'il propose et de la manière dont il doit les fournir, ainsi que les mesures que le BSCI doit prendre pour préserver son indépendance.

43. En ce qui concerne la procédure d'investigation, il apparaît que la Division des investigations ne dispose que d'un manuel d'investigation provisoire, disponible sur son site Web. Il est recommandé qu'une version définitive du manuel soit élaborée sans tarder. Le manuel provisoire prévoit que les dossiers relatifs à d'éventuelles fautes soient évalués et que des décisions sur la suite à y donner soient prises. Toutefois, le manuel ne décrit pas clairement la procédure que doit suivre le BSCI pour mettre en état les éléments

d'information relatifs à d'éventuelles fautes, pas plus qu'il ne précise qui a autorité en la matière et à quel moment de la procédure la mise en état doit intervenir. Le CCIQA a été informé du fait que, si le mécanisme actuel de réception est, en théorie, en mesure de traiter tous les besoins du Secrétariat, il n'a pas actuellement la capacité de le faire. Le CCIQA a recommandé que l'Administration définisse la portée du mécanisme central de réception des éléments d'information à l'échelle du Secrétariat.

44. Les trois divisions du BSCI ont fait l'objet de plusieurs examens par des pairs au cours des dernières années. Le CCIQA n'a toutefois pas connaissance d'une évaluation formelle, à part celles qu'il a lui-même menées. Il conviendrait d'effectuer une évaluation globale du Bureau, qui aurait pour objectifs de renforcer et de rationaliser le fonctionnement et la structure de chacune de ses trois divisions et d'améliorer la collaboration entre les équipes d'investigation, d'audit, et d'inspection et d'évaluation, de remédier au taux élevé de vacance de postes et de renforcer la dynamique intra et interservices.

45. Concernant l'information financière, le CCIQA se félicite des progrès réalisés en matière de mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), se réjouit notamment de l'opinion sans réserve formulée au sujet tant des états financiers des opérations de maintien de la paix que des autres états financiers, et prend note de l'état d'avancement de la mise en service d'Umoja. En matière de dispositif de contrôle interne et de lutte contre la fraude, des systèmes d'assurance de la gestion sont en cours d'élaboration pour veiller au respect des rôles et responsabilités, et il est prévu d'assortir les états financiers d'un état relatif au contrôle interne d'ici à 2018. Il convient de sensibiliser le personnel à l'importance des contrôles internes. Les travaux relatifs à l'élaboration d'une politique de lutte contre la fraude se poursuivent, la priorité étant de garantir qu'une telle politique sera effectivement mise en œuvre dans le cadre du dispositif de contrôle interne.

46. La coordination entre les organes de contrôle de l'ONU est le dernier aspect couvert par le mandat du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit. Les organes de contrôle ont eu la possibilité de coordonner leur action visant notamment à évaluer les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de

développement durable. Le BSCI est invité à favoriser ce type d'approches collaboratives axées sur le rôle de l'Organisation dans la mise en œuvre du Programme 2030 et à contribuer ainsi aux activités de suivi et d'examen. Une stratégie commune rassemblant sur un seul support l'œuvre collective des organes de contrôle permettrait aux décideurs et aux parties prenantes d'avoir une meilleure vue d'ensemble des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de développement durable. Cela renforcerait le dispositif de contrôle et aiderait à améliorer l'efficacité, la transparence et le respect du principe de responsabilité.

47. Les services chargés du contrôle interne et de l'évaluation des organismes des Nations Unies pourraient coordonner leur action avec celle de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et de ses institutions membres intéressées, de façon que les examens auxquels chacun procédera permettent aux décideurs du système des Nations Unies et des pays de dresser, à terme, un tableau plus complet des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

48. **M^{me} Lingenfelder** (Afrique du Sud), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe attache une grande importance aux travaux du BSCI en matière de renforcement du contrôle interne. Le Bureau joue un rôle essentiel dans l'amélioration des contrôles internes, des mécanismes d'application du principe de responsabilité et de l'efficacité et l'efficacité de l'Organisation.

49. La crédibilité du Bureau quant à l'autonomie dont elle jouit dans l'exercice de ses attributions, qui consistent à aider le Secrétaire général à s'acquitter de ses obligations de contrôle interne portant sur l'utilisation des ressources et du personnel de l'Organisation, en procédant à des audits internes, contrôles, inspections, évaluations et investigations, conformément aux dispositions de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, est source de préoccupation; M^{me} Lingenfelder espère bien que des améliorations seront apportées dans ce domaine.

50. Le Groupe réaffirme le rôle différent et distinct des mécanismes de contrôle internes et externes, et se félicite à cet égard de ce que la coopération avec d'autres organes de contrôle a permis d'améliorer l'exécution de leurs mandats respectifs.

M^{me} Lingenfelder prend note, d'une part, des recommandations du Bureau relatives à l'élimination de certaines dépenses, au recouvrement des sommes indûment versées, aux gains d'efficacité et à d'autres améliorations visant à garantir une gestion cohérente et systématique des risques au moyen de procédures de contrôle ciblées et, d'autre part, de l'incidence financière des recommandations appliquées au cours de la période concernée, qui se chiffre à environ 90 000 dollars. Le Groupe invite toutes les parties prenantes à veiller à l'exécution de toutes les recommandations du BSCI et à prendre des mesures d'atténuation des risques dans toute l'Organisation.

51. Le Groupe demeure préoccupé par le taux de vacance de postes qui reste élevé, en particulier à la Division des investigations, et demande qu'une solution soit apportée à ce problème chronique qui nuit à la capacité du Bureau d'exécuter son mandat.

52. Le Groupe remercie le CCIQA pour l'assistance spécialisée qu'il a apportée à l'Assemblée générale dans l'exercice de ses responsabilités en matière de contrôle interne et se félicite des observations et recommandations qu'il a formulées en vue de renforcer les activités d'audit et les fonctions de contrôle du Bureau. Suite aux observations et recommandations formulées par le CCIQA, le Groupe attend avec intérêt le débat sur l'autonomie du BSCI.

53. Le Groupe se félicite de la procédure entamée en vue de désigner le nouveau Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne. La note que le Secrétaire général présentera prochainement pour annoncer la nomination du titulaire du poste devra contenir de plus amples détails sur les qualifications et l'expérience du candidat retenu.

54. M^{me} Lingenfelder est convaincue que la nouvelle direction du Bureau s'attachera tout particulièrement à restaurer la crédibilité de l'organe, et souhaite avoir accès au rapport de fin d'affectation du Secrétaire général adjoint sortant.

55. En ce qui concerne le mandat du CCIQA, le Groupe tient à réaffirmer les dispositions en vigueur, telles qu'énoncées dans la résolution 61/275 de l'Assemblée générale, mais demeure ouvert à de nouvelles idées.

56. **M. de Preter** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Monténégro, de la Serbie, de l'ex-

République yougoslave de Macédoine et de la Turquie, pays candidats à l'adhésion; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association; et, en outre, de l'Arménie, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, souligne que les États membres de l'Union européenne apportent un ferme appui au Bureau des services de contrôle interne.

57. M. de Preter se félicite des efforts que le Bureau déploie pour améliorer ses propres résultats. La publication des rapports d'audit interne et d'évaluation permet aux États Membres, ainsi qu'au grand public, de se faire une meilleure idée des activités du Bureau. Il salue l'attachement du Bureau à renforcer la coopération et la coordination avec d'autres organes de contrôle et l'engage à étendre et intensifier sa collaboration avec d'autres organes de contrôle afin d'éviter le chevauchement des activités. M. de Preter se félicite également des efforts continus que mène le BSCI pour mettre en place une gestion systématique des risques et améliorer ainsi l'efficacité et l'efficience de ses activités.

58. M. de Preter insiste sur l'importance d'une application intégrale des recommandations critiques formulées par le BSCI et sur la nécessité d'un suivi plus efficace de leur mise en œuvre. Pour ce faire, les directeurs de programmes devraient fixer des échéances d'exécution réalistes et s'y tenir.

59. Au sujet des graves accusations récemment portées à l'encontre d'un ancien Président de l'Assemblée générale, l'Union européenne se range à l'avis du Secrétaire général : elles portent un coup aux activités de l'ONU et de ses États Membres et toute forme de corruption au sein de l'Organisation ou en son nom est intolérable.

60. M. de Preter reconnaît l'importance des travaux du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, et se félicite des recommandations et des conclusions de ce dernier. L'Union européenne remercie le CCIQA pour l'examen qu'il a fait de l'autonomie du BSCI. La question présente un intérêt crucial pour l'Organisation dans son ensemble et l'Union européenne prend note du fait que des recommandations pourront être présentées ultérieurement dans le rapport qui sera établi suite à l'évaluation externe indépendante de l'action menée par l'ONU face à la situation en République centrafricaine.

61. **M. Dettling** (Suisse), s'exprimant également au nom du Liechtenstein, prend note de l'importante contribution du Bureau des services de contrôle interne à la bonne gouvernance. Cependant, l'autonomie du BSCI est une fois de plus mise en cause, à la fois par les États Membres et par le grand public, suite à la participation présumée du Bureau à certaines décisions de l'administration. Le temps est venu de penser à l'avenir et d'envoyer un message fort à la nouvelle direction du BSCI.

62. En ce qui concerne l'indépendance opérationnelle du BSCI, M. Dettling se félicite des précieuses observations et recommandations formulées par le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit. La manière et les raisons de la préservation de son indépendance opérationnelle sont un défi pour tout service de contrôle interne chargé en parallèle de conseiller l'Administration. La difficulté est encore plus grande dans le cas du BSCI, en raison de sa participation aux réunions du Comité de gestion. Il importe donc de définir soigneusement cette fonction pour préserver l'indépendance du Bureau. M. Dettling pense, comme le CCIQA, qu'en ce qui concerne le processus d'investigation, il faut clairement définir les rôles et procédures. Un manuel provisoire contenant des consignes applicables aux investigations ne suffit pas.

63. M. Dettling se demande en outre si la réunion des fonctions d'audit, d'investigation et d'évaluation sous un même toit consolidera vraiment l'indépendance générale du Bureau, eu égard à la nature très différente des rapports que chacune de ces entités entretient avec l'Administration. M. Dettling s'interroge également sur la façon dont les trois divisions pourraient mieux collaborer pour renforcer collectivement et mutuellement l'indépendance opérationnelle du Bureau dans son ensemble, si la structure actuelle devait être maintenue. Il se déclare favorable à l'examen global du Bureau que recommande le CCIQA. Cet examen pourrait englober les questions relatives au renforcement de la fonction d'investigation. Les États Membres sont appelés à approuver cette recommandation.

64. Les deux délégations en attendent beaucoup dans le domaine de l'audit : les assurances que le Bureau a fourni aux directeurs des programmes sont plus nécessaires que jamais, du fait que l'ONU fait face à de nombreux défis pour répondre aux mandats de plus en plus nombreux qu'elle doit assumer en cette période

de graves crises humanitaires et politiques, et cela malgré des contraintes budgétaires. Il en va de même pour les initiatives actuelles de transformation des activités. Sur le plan des investigations, l'Organisation a récemment été exposée à la fraude, et elle a aussi essuyé des critiques pour n'avoir pas lutté efficacement contre des problèmes d'exploitation et d'abus sexuels dans des missions de terrain. Pour ce qui est de l'évaluation, il doit être tenu compte des leçons apprises dans les futurs programmes, car les États Membres et leurs contribuables sont en droit de savoir si les programmes de l'ONU obtiennent les résultats escomptés avec un maximum d'efficacité et d'efficience.

65. Les deux délégations continueront de chercher des moyens de renforcer le Bureau, pour rendre l'ONU encore plus responsable, transparente, efficace et efficiente.

66. **M^{me} Coleman** (États-Unis d'Amérique) se félicite des apports précieux que le CCIQA a fourni sur des questions indispensables à l'efficacité et à l'efficience de l'ONU; sa délégation l'invite à continuer de fournir aux États Membres des évaluations objectives du BSCI.

67. Le BSCI joue un rôle essentiel pour ce qui est d'assurer une gestion viable et efficace de l'Organisation des Nations Unies. L'importance qu'il accorde à une utilisation responsable des ressources et à la lutte contre le gaspillage et la mauvaise gestion favorise la transparence et le respect du principe de responsabilité. La divulgation systématique des rapports d'audit interne et d'évaluation a, par exemple, permis aux parties intéressées d'examiner de près les activités de l'Organisation et de mieux suivre les progrès réalisés dans l'exécution des recommandations.

68. L'indépendance et l'objectivité sont essentielles pour garantir la crédibilité des travaux du Bureau. Le BSCI a toutefois du mal à exercer son mandat en toute indépendance. S'il disposait d'une plus grande autonomie budgétaire, le BSCI pourrait remplir ses fonctions de contrôle sans que les organisations et les responsables faisant l'objet d'un contrôle puissent exercer une quelconque influence. Le taux de vacance de postes du Bureau, en particulier à la Division des investigations, demeure également un problème et engendre des retards importants dans l'exécution des

investigations. Il est indispensable de remédier à ces problèmes récurrents.

69. La sous-déclaration des cas de fraudes a été jugée préoccupante: et le Bureau devrait s'employer activement à y remédier. Compte tenu des récents articles de presse faisant état de cas présumés de corruption et de fraude mettant en cause des diplomates de l'ONU, il est impératif que le Bureau collabore avec l'Administration pour garantir que les directives relatives à la fraude sont claires et que toute violation fait immédiatement l'objet d'une enquête. Un mécanisme central de réception des éléments d'information permettrait de renforcer la capacité du Bureau en matière d'investigation, en garantissant qu'il est rendu compte de façon exhaustive de toutes les investigations relatives à des cas de fraude présumée ou effective.

70. Cependant, compte tenu des défis auxquels le Bureau se heurte pour mener ses investigations dans les temps et de façon prospective, la délégation des États-Unis serait préoccupée de voir toutes les investigations transférées au BSCI, qui devrait plutôt s'employer à enquêter activement sur les graves affaires de fraude, de mauvaise gestion des ressources, de corruption et d'exploitation et d'abus sexuels, notamment en procédant à des audits juricomptables.

71. **M^{me} Coleman** prend note de la nécessité de renforcer l'évaluation dans tous les organismes des Nations Unies et des observations formulées par le CCIQA concernant les ressources dont dispose la Division de l'inspection et de l'évaluation. L'évaluation est cruciale pour améliorer les résultats et l'efficacité de l'exécution des programmes. Une augmentation du nombre d'audits de performance des programmes plutôt que de celui des audits de contrôle du respect des engagements contractuels contribuerait également à évaluer l'efficacité. **M^{me} Coleman** exhorte l'Assemblée générale à demander une évaluation exhaustive du Bureau afin d'évaluer les moyens d'améliorer la collaboration entre les trois divisions, de réduire le taux de vacance de postes et de renforcer la dynamique intra et interservices.

72. S'il est possible d'améliorer certains aspects des activités du BSCI, celui-ci continue de jouer un rôle essentiel. **M^{me} Coleman** salue l'évolution positive du taux d'application des recommandations du Bureau, et se dit convaincue que la nouvelle direction permettra

au Bureau de devenir l'organe de contrôle fort et indépendant que l'on attend.

La séance est levée à 11 h 30.